

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 29 septembre 2021
(Convocation du 22 septembre 2021)

Aujourd'hui, le vingt-neuf septembre deux mille vingt et un à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à l'article 6 de l'Ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

Conseillers en exercice	
• Nombre	53
• Voix	322
Présents	
• Nombre	36
• Voix	233
Pouvoirs	
• Nombre	4
• Voix	17
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	40
• Voix	250
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents :

- Pour les Départements membres : Mesdames et Messieurs Isabelle Antier, Nathalie Barrouillet, Agathe Bourretère, Dominique Degos, Céline Salles, Véronique Thirault, Jean Arriubergé, Pierre Brau-Nogué, Paul Carrère, Thierry Carrère, Damien Delavoie, Bernard Poublan, Frédéric Ré, Marc Saint-Estevan, Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mesdames et Messieurs Isabelle Cazalis, Christine Fournadet, Jean-Yves Arrestat, Philippe Baron, Francis Betbeder, Philippe Brethes, Pierre Cazères, Jean-Emmanuel Dargelos, Denis Lanusse, Patrick Maunas, Laurent Nolibois, Christophe Pugnetti, Jean-Pierre Rémy,
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Daniel Arribère, Michel Chanut, Jean-Jacques Dané, Christian Ducos, Bernard Labadie, Antoine Lequertier, Bernard Lougarot

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Monsieur Xavier Fortinon
- Pour les communautés de communes membres : Madame et Messieurs Pascale Réquenna, Didier Gaugeacq, Jean-Michel Le Bihan

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : Messieurs Gérard Castet, René Castets, Francis Dupouey, Charles Pelanne
- Pour la Région membre : Monsieur Alain Rousset
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Philippe Castel
- Pour les communautés de communes membres : Messieurs Philippe Castets, Michel Cuyaubé, Pierre Lajus, Philippe Latry, Jean-Marc Lescoute
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Michel Bareyt, Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Céline Salles



OBJET : Foncier / Biodiversité - Seuil de Baudreix - Convention de servitude à intervenir avec le SMNEP pour l'installation d'une canalisation

Exposé des motifs :

Le syndicat mixte du Nord-Est de Pau (SMNEP), syndicat de production d'eau potable d'intérêt départemental, mène des démarches de sécurisation de l'alimentation en eau potable (AEP) du territoire. À cet effet, il a notamment décidé la création d'une canalisation entre Arthez-d'Asson et Baudreix ; à l'issue des études de conception, le tracé de la future conduite empruntera des parcelles relevant de la propriété de l'EPTB, une à Bourdettes (parcelle AD 1019 ; contenance 328 m²), et deux à Baudreix (A068 et A069 ; 352 m² et 635 m² respectivement).

Le SMNEP propose à l'EPTB la signature d'une convention de servitude pour les travaux, la pose, l'entretien et l'exploitation de la canalisation souterraine d'AEP qui empruntera les parcelles précitées ; la servitude concerne une bande de terrain de 5 mètres de large (2,5 mètres de part et d'autre de l'axe de la canalisation).

La servitude sera consentie à titre gracieux. Le SMNEP s'engage à prendre en charge les réparations des éventuels dégâts occasionnés par les actions couvertes par la convention, ainsi que les frais afférents aux démarches administratives et réglementaires.

La servitude sera valable pendant la durée d'exploitation des canalisations et éléments connexes (ouvrages, câbles) en cause.

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

- De donner son accord pour la servitude sollicitée par le syndicat mixte du Nord-Est de Pau (SMNEP) pour une servitude de travaux, pose, entretien et exploitation d'une canalisation souterraine d'alimentation en eau potable dans des parcelles relevant de la propriété de l'Institution Adour (communes de Bourdettes et de Baudreix, 64),
- D'approuver les termes de la convention à intervenir avec le SMNEP, telle que ci-annexée,
- D'autoriser le président à la signer ainsi que l'ensemble des documents y afférant, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 29 septembre 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



CONVENTION DE SERVITUDE

TRAVAUX, POSE, ENTRETIEN ET EXPLOITATION DE CANALISATIONS AEP

LIAISON ARTHEZ-D'ASSON - BAUDREIX

ENTRE-LES SOUSSIGNES :

D'une part,

LE SYNDICAT MIXTE DU NORD-EST DE PAU, domicilié Maison de l'Eau, route de Morlaàs, 64160 BUROS, représenté par Monsieur Didier LARRAZABAL, agissant en qualité de Président et désigné ci-après par l'appellation « Le Syndicat », habilité par délibération en date du 20 mai 2021

ET :

D'autre part,

L'INSTITUTION ADOUR, établissement public territorial de bassin, domiciliée 38 rue Victor Hugo, 40025 Mont-de-Marsan Cedex, représentée par Monsieur Paul CARRERE, agissant en qualité de Président et désigné ci-après par l'appellation « Le propriétaire », habilité par délibération en date du 29 septembre 2021

EXPOSE :

Le Syndicat Mixte du Nord-Est de Pau est un syndicat de production d'eau potable d'intérêt départemental créé en 1963. En 2020, il dessert plus de 110 000 habitants au travers de cinq distributeurs : Béarn Bigorre, Luy Gabas Lees, Pays de Nay, Bassin Adour Gersois et Tarbes Lourdes Pyrénées. Son territoire s'étend sur trois départements à l'est de Pau (Pyrénées-Atlantiques, Gers et Hautes-Pyrénées).

Afin de mener à bien cette mission, il assure les étapes de captage (10 ressources), traitement (4 usines de production), transport (165 km de réseau) et stockage (réservoirs et châteaux d'eau).

Afin de sécuriser l'alimentation en eau potable du territoire, le Comité Syndical du Syndicat Mixte du Nord-Est de Pau a décidé la création d'une canalisation entre Arthez-d'Asson et Baudreix.

A l'issue des études de conception, le tracé de la future conduite empruntera des parcelles propriétés de l'Institution Adour.

Ceci exposé, il est passé à la constitution de la servitude, objet de la présente convention.



CONSTITUTION DE SERVITUDE :

Ci-après désigné, par le vocable : le propriétaire, constitue pour mandataire :

et lui donne pouvoir d'intervenir à son lieu et place, dans un acte authentique de constitution de servitude avec le Syndicat Mixte du Nord-Est de Pau, ci-après désigné par le vocable : le Syndicat, à l'effet :

I/ de déclarer dans ledit acte que les parcelles cadastrées comme il suit dépendent du patrimoine du propriétaire :

COMMUNE	SECTION	NUMERO	CONTENANCE (m ²)	SUPERFICIE DE LA SERVITUDE (m ²)	LIEU-DIT	NATURE
Bourdettes	AD	1019	328	170		
Baudreix	AD	67	1100	328		

II/ de constituer, dans les parcelles ci-dessus désignées au point n° I/ et au profit d'un fonds dominant appartenant au Syndicat dans le cadre des missions fixées par ses statuts, une servitude d'établissement, de fonctionnement et d'entretien de canalisations souterraines de transport d'eau suivant le tracé figurant sur les plans parcellaires dont un exemplaire a été annexé à l'acte authentique constituant la servitude et dont un exemplaire identique auquel les parties déclarent se référer expressément restera au siège du Syndicat ; ladite servitude s'étendant sur une bande de terrain (ci-après désignée par : ladite bande de terrain) de 5,00 mètres de largeur répartie à raison de 2,50 mètres à droite et à gauche par rapport à l'axe de la canalisation principale.

Dans ladite bande de terrain, cette servitude donne au Syndicat et à toutes personnes autorisées par elle, le droit :

1° - de passage par tous moyens et à tout moment ainsi que d'abattage et de dessouchage des arbres et arbustes qui s'y trouvent ;

2° - d'enfouir une ou plusieurs canalisations et câbles, une hauteur minimum d'un mètre devant être respectée entre, d'une part la génératrice supérieure des canalisations et les câbles, et d'autre part le niveau du sol, après les travaux ;

3° - d'implanter sur lesdites canalisations pour les besoins du passage des eaux et à partir des câbles, des accessoires techniques pouvant dépasser la surface du sol, mais de façon que la moindre atteinte possible soit portée aux conditions présentes de l'exploitation des terrains ;

Dans un terrain contigu à ladite bande de terrain, et s'étendant sur deux mètres de part et d'autre de celle-ci, le Syndicat aura le droit, sous réserve de dispositions précisées au « II / C » :

1° - d'arracher, le cas échéant, dans une bande de deux mètres de large située de part et d'autre de ladite bande de terrain, les arbres susceptibles de nuire à l'établissement et à l'entretien des canalisations, câbles et ouvrages ;

2° - d'utiliser à titre temporaire, pendant les travaux de pose des canalisations, ouvrages et câbles, le terrain contigu à ladite bande de terrain et excédant sa superficie d'autant.

Ce terrain contigu n'est pas frappé de la servitude. Son occupation donnera droit au propriétaire ou à l'exploitant au règlement des dommages prévus en « A » ci-après.

Il est précisé :

A – Que les dommages éventuellement causés au cours de l'exécution des travaux d'établissement et d'entretien des canalisations, ouvrages et câbles, seront indemnisés en fin de travaux par le Syndicat, à l'amiable ou à dire d'expert. Un état des lieux sera dressé par huissier préalablement à tout commencement d'exécution des travaux si un tel état paraissait devoir faciliter l'évaluation des dommages pouvant résulter desdits travaux.

B – Que lors du creusement des tranchées pour l'entretien ou la réparation des canalisations, des ouvrages et des câbles, les décharges devront obligatoirement être rejetées sur ladite bande de terrain. Les dommages éventuellement causés au cours de l'exécution de ces travaux, aux récoltes pendantes seront indemnisés en fin desdits travaux comme dit en « A » ci-dessus, sur la base d'une indemnité calculée à partir d'une grille indiciaire établie par la Chambre d'Agriculture

C – Préalablement à toute intervention dans le terrain contigu à la bande de terrain objet de la servitude :

- le Syndicat ou toute personne dûment autorisée informera le propriétaire de l'intervention prévue (nature, emplacement, surface concernée), des accès envisagés, et ainsi que des précautions qui seront prises pour réduire au maximum les nuisances potentielles ;
- il sollicitera spécifiquement une autorisation d'intervention ;
- un état des lieux contradictoire spécifique sera réalisé en présence des deux parties, en préalable à l'autorisation d'intervention.

D – Que le propriétaire des terrains, ses ayants droit ou ayants cause s'engagent et s'obligent :

- à ne procéder dans ladite bande de terrain à aucune construction en dur, plantation d'arbres, d'arbustes et façons culturales descendant à plus de quatre-vingt centimètres de profondeur ;
- à s'abstenir de tout acte de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation des canalisations, câbles et ouvrages ;
- en cas de vente ou d'échange des terrains, à dénoncer à l'acquéreur ou au coéchangiste la servitude dont ils sont présentement grevés en obligeant ledit acquéreur ou coéchangiste à la respecter.

E – Que malgré cette servitude, le propriétaire, ses ayants droit ou ayants cause :

- conservent la pleine propriété de leurs terrains ;
- peuvent sur ladite bande de terrain, semer ou planter, à leurs risques et périls, toutes céréales ou produits périodiques de la terre.

Il est cependant ici précisé qu'en cas de détérioration, par le propriétaire, ses ayants droit ou ayants cause susvisés, des canalisations et ouvrages annexes réalisés par le Syndicat, la responsabilité de ce propriétaire, ayants droit ou ayants cause, pourra éventuellement être recherchée.

F – Que le Syndicat peut entreprendre les travaux à tout moment à compter de ce jour.

Avec stipulation que la servitude sera valable pendant la durée d'exploitation des canalisations, ouvrages et câbles en cause.



Stipuler que ladite servitude est consentie à titre gratuit.

III/ de recevoir l'indemnité, donner quittance de toutes sommes reçues, remettre ou se faire remettre tous titres et pièces en donner ou retirer décharge, accomplir toutes les formalités prescrites pour la publicité foncière et notamment donner toutes certifications et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs. Aux effets ci-dessus passer et signer tous actes, élire domicile, substituer et généralement faire le nécessaire, ce qui inclut l'engagement express à prendre en charge les dépenses liées aux démarches administratives et réglementaires y afférentes (ex : publicité foncière ; frais, droits et honoraires de la présente et de ses suites s'il y a lieu, timbre, enregistrement, bureau des hypothèques).

Fait à....., Le

LE PROPRIÉTAIRE

LE SYNDICAT MIXTE DU NORD-EST DE PAU

N.B. :

. parapher les recto et verso

. faire précéder la signature de la mention : Bon pour pouvoirs.



ANNEXE

Délibération du Syndicat Mixte du Nord Est de Pau en date du 20 mai 2021

Délibération de l'Institution Adour en date du 29 septembre 2021

Plans



